

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, si l'on doit annoncer une nouvelle politique, un des ministres le fera.

La question des importations provenant des pays moins développés en est une qui nous préoccupe depuis longtemps, parce qu'il s'agit de protéger à la fois et le producteur et l'ouvrier canadiens, tout en faisant en sorte que les pays en voie de développement ne trouvent pas des marchés fermés partout dans les pays plus prospères comme le nôtre. Il s'agit de mesurer ces deux facteurs et de protéger les deux intérêts.

[Traduction]

QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

Mme Grace MacInnis (Vancouver Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Devant l'inquiétude du public, illustrée par la veille de Claire Culhane sur la colline du parlement, et la déclaration catégorique du premier ministre sur la non-intervention du Canada au Biafra, ce dernier formulera-t-il une déclaration analogue à propos du Vietnam?

M. Ed. Schreyer (Selkirk): Ma question s'adresse au solliciteur général, monsieur l'Orateur. Le solliciteur général peut-il donner à la Chambre l'assurance qu'il est tout à fait capable d'assumer les responsabilités de son ministère en dépit des articles parus dans la presse?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je pense que la question posée par le député n'est pas recevable.

[Français]

M. Bernard Dumont (Frontenac): Monsieur l'Orateur, à la suite d'un congé temporaire accordé à M. L. W. C. S. Barnes, employé au ministère de la Défense nationale, et étant donné la publication d'un article contre le bilinguisme, le très honorable premier ministre pourrait-il nous dire depuis quand un fonctionnaire se permet de critiquer la politique du gouvernement au sujet du bilinguisme?

LA DÉFENSE NATIONALE

A PROPOS DE LA NOMINATION D'UN
OBSERVATEUR À LA RÉUNION DE
L'OTAN À BONN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au ministre de la Défense nationale, mais en son [L'hon. M. Ricard.]

absence, je la poserai au très honorable premier ministre.

Demain et vendredi doit se tenir à Bonn, en Allemagne, une réunion du groupe du plan nucléaire de l'OTAN. Le premier ministre peut-il nous dire s'il a l'intention d'envoyer un observateur canadien à cette réunion?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le député pourrait-il répéter sa question et surtout le nom de l'endroit? Je n'ai pas compris.

M. Laprise: Demain et vendredi, à Bonn, en Allemagne, une réunion du groupe du plan nucléaire de l'OTAN doit avoir lieu. Le gouvernement canadien a-t-il l'intention d'envoyer un observateur?

[Traduction]

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je prends la question comme préavis. Je ne sais pas à quelle réunion mon honorable ami fait allusion.

L'IMMIGRATION

LE RECYCLAGE DE DENTISTES
TCHÉCOSLOVAQUES

A l'appel de l'ordre du jour:

M. R. N. Thompson (Red Deer): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Le ministre fait-il enquête sur la pénible situation des cinq dentistes réfugiés, qui étaient reconnus comme des dentistes d'expérience chez eux, en Tchécoslovaquie, et qui ne pourront exercer leur profession d'ici 18 mois en Ontario, vu qu'ils doivent suivre un cours de recyclage?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je suis au courant de la situation des dentistes en question et j'ai examiné la chose avec mon prédécesseur. La question a trait évidemment aux normes établies dans chacune des provinces et relève de la compétence de la province et de l'Association; mon prédécesseur suggérerait néanmoins de temps à autre que ces normes soient réexaminées dans le cas des réfugiés.

M. Thompson: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Ces personnes ont-elles été informées de la situation avant qu'on les encourage à venir au Canada?

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, il me faudrait connaître les entretiens précis à ce sujet pour répondre à la question; mais les fonctionnaires de l'Immigration s'efforcent d'ordinaire d'expliquer à tous les immigrants la situation qui les attend dans leur nouveau pays.